

I. Annexe 7 : Contexte général des baignades¹

I.1. Organisation du contrôle

La réglementation relative aux baignades relève des dispositions fixées par la directive européenne 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive 76/160/CEE. Cette directive a été transposée en droit français aux articles D.1332-14 à D.1332-38-1 du code de la santé publique (CSP). Le classement de la qualité des eaux de baignade est réalisé à la fin de la saison balnéaire de l'année en cours en utilisant les résultats d'analyse des paramètres réglementés dans le cadre du contrôle sanitaire.

I.1.1. Détermination des sites de baignade

Le contrôle sanitaire porte sur l'ensemble des zones accessibles au public où la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et qui n'ont pas fait l'objet d'un arrêté d'interdiction.

Les eaux de baignade, qu'elles soient aménagées ou non, sont recensées annuellement par les communes. Le recensement s'effectue avant le début de chaque saison balnéaire et prévoit de prendre en considération l'avis du public exprimé au cours de la saison précédente. A cette fin, des registres sont mis à la disposition du public en mairie.

Toute personne qui aménage une baignade est tenue de déposer à la mairie un dossier justificatif d'ouverture. Le maire transmet ensuite ce dossier au préfet et à l'ARS pour permettre l'organisation du contrôle. Les baignades « aménagées » au sens du code de la santé publique (article D.1332-39 à D.1332-42) sont constituées des sites qui comprennent des aménagements incitant à la baignade (panneau d'information, zones de stationnement, apports de sable...). Ces sites doivent ainsi délimiter une zone protégée des contaminations, où sont présents au minimum deux cabinets d'aisance, et comporter un affichage d'information concernant la sécurité du site ainsi que les résultats d'analyses du contrôle sanitaire.

I.1.2. Choix du ou des points de prélèvement de contrôle

La qualité des eaux de baignade est déterminée sur la base de résultats d'analyses sur des échantillons prélevés en un point de surveillance, défini par l'ARS et le gestionnaire. Ce ou ces points de prélèvement(s)

toujours identique(s) est (sont) défini(s) dans la zone de fréquentation maximale des baigneurs.

I.1.3. Prélèvement des échantillons d'eau

Le contrôle sanitaire des eaux de baignade est mis en œuvre par les Agences régionales de santé (ARS) et réalisé par certaines ARS et/ou des laboratoires agréés mandatés par les ARS, durant la saison balnéaire.

I.1.4. Période de suivi

Les contrôles ont lieu pendant la saison balnéaire, allant de 3 à 5 mois en métropole et toute l'année dans les départements d'outre-mer, lorsque les sites de la baignade sont régulièrement fréquentés.

Pour les baignades aménagées, les gestionnaires fixent des dates d'ouverture et de fermeture des sites qui déterminent ainsi les périodes de contrôle.

I.1.5. Analyse des prélèvements

Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés au titre du contrôle sanitaire des eaux par le ministère chargé de la Santé. Il est obligatoire de les réaliser conformément aux normes d'analyses en vigueur.

Conformément à l'article L.1332-6 du code de la santé publique, les frais relatifs aux actes de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire d'une baignade, qu'elle soit aménagée ou non, sont à la charge de la personne qui en est responsable (gestionnaire public ou privé). Pour les baignades qui ne sont ni aménagées, ni interdites à la baignade, le contrôle sanitaire est à la charge du maire.

I.1.6. Fréquence de prélèvement

La fréquence d'échantillonnage doit respecter les dispositions de la directive 2006/7/CE, à savoir bénéficier, d'une part d'au moins 4 prélèvements durant la saison balnéaire (dont un prélèvement entre 10 et 20 jours avant la date de début de saison), et d'autre part d'un laps de temps inférieur ou égal à 1 mois entre 2 prélèvements.

Si au cours de la saison, un résultat témoigne d'une dégradation de la qualité de l'eau de baignade, des prélèvements de contrôle sont réalisés dans les meilleurs délais jusqu'au retour à une situation conforme à la réglementation en vigueur, afin de garantir ainsi l'absence de risque sanitaire pour les baigneurs.

¹ Source : http://baignades.sante.gouv.fr/baignades/editorial/fr/controle/organisation_s.html#f1 ? mis à jour le 27 août 2019

I.1.7. Paramètres à analyser

Conformément aux dispositions de la directive 2006/7/CE, les paramètres réglementés sont les indicateurs *Escherichia coli* et entérocoques intestinaux. Leur présence dans l'eau indique une contamination d'origine fécale plus ou moins forte en fonction des concentrations relevées. Ces germes microbiens ne constituent pas en eux-mêmes un danger pour les baigneurs aux seuils généralement relevés mais peuvent indiquer, par leur présence, celle simultanée de germes pathogènes.

Ces analyses sont réalisées par des laboratoires agréés par le ministère chargé de la santé, selon des méthodes miniaturisées de dénombrement prévues par la réglementation européenne : norme NF EN 9308-3 (*Escherichia coli*) et norme NF EN 7899-1 (entérocoques intestinaux).

La présence de *Escherichia coli* dans les eaux traduit une contamination récente alors que la présence d'entérocoques est plutôt associée à une contamination ancienne des eaux.

En cas de contamination anormale des eaux, une enquête est réalisée par la personne responsable de l'eau de baignade concernée, en lien avec l'ARS.

Néanmoins, le contrôle des deux paramètres microbiologiques réglementés peut être complété par l'ARS en ajoutant d'autres paramètres (pH, transparence, cyanobactéries, etc.) si le suivi en est jugé pertinent en raison d'une vulnérabilité connue du site de baignade ou d'un risque suspecté mis en évidence par le profil. Les résultats d'analyses correspondants ne sont toutefois pas utilisés pour classer la qualité de l'eau en fin de saison.

Par ailleurs, lors des opérations de prélèvement d'eau à des fins d'analyse, un contrôle visuel de l'environnement de la zone de baignade est réalisé afin d'identifier la présence éventuelle d'hydrocarbures ou de résidus goudronneux, de macroalgues, d'efflorescences phytoplanctoniques, de macrodéchets, de méduses, etc., lesquels peuvent aussi présenter un risque sanitaire et nécessiter des mesures de gestion adaptées.

Le contrôle sanitaire des eaux de baignade effectué par l'ARS (contrôle avec une fréquence réglementaire d'analyse) est à distinguer de la surveillance sanitaire des eaux de baignades effectuée par la personne responsable de l'eau de baignade. La personne responsable de l'eau de baignade met en œuvre une surveillance visuelle quotidienne des eaux de baignade

et une surveillance d'autres paramètres, tels que les cyanobactéries, les macroalgues, etc., en cas de risque de prolifération de ces derniers, pendant la saison balnéaire.

Ces paramètres ne sont pas pris en compte dans le classement d'une eau de baignade.

Les polluants chimiques sont suivis au titre notamment de la directive cadre sur l'eau et de la directive cadre sur les milieux marins dont la mise en œuvre est assurée par le ministère chargé de l'écologie.

I.2. Classement des eaux de baignade

Il convient de distinguer les seuils relevant de la qualité de l'eau de baignade à un instant « t » de ceux pris en compte dans le classement d'un site de baignade.

Concernant les seuils définissant la qualité de l'eau de baignade à un instant « t », la réglementation ne fixe pas de seuils ou de références pour qualifier la qualité microbiologique d'un échantillon d'eau prélevé sur la zone de baignade. Toutefois, la qualité microbiologique d'un échantillon d'eau de baignade prélevé sera qualifiée de « bon », « moyen », « mauvais » selon les modalités suivantes* :

Pour les eaux de mer :

| Qualification d'un prélèvement | <i>Escherichia coli</i> (UFC/100mL) | Entérocoques intestinaux (UFC/100mL) |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Bon | ≤ 100 | ≤ 100 |
| Moyen | > 100 et ≤ 1000 | > 100 et ≤ 370 |
| Mauvais | > 1000 | > 370 |

Pour les eaux douces :

| Qualification d'un prélèvement | <i>Escherichia coli</i> (UFC/100mL) | Entérocoques intestinaux (UFC/100mL) |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Bon | ≤ 100 | ≤ 100 |
| Moyen | > 100 et ≤ 1800 | > 100 et ≤ 660 |
| Mauvais | > 1800 | > 660 |

Tableau A : Seuils réglementaire de qualité baignade

*Valeurs limites proposées par l'AFSSET (Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail), dans son rapport intitulé « Valeurs seuils échantillon unique pour les eaux de baignade : étude de faisabilité méthodologique » de septembre 2007.

I.3. Information et participation du public

I.3.1. Rôle des collectivités et des personnes responsables des baignades

Les communes sont chargées de recenser chaque année les eaux de baignade situées sur leur territoire, qu'elles soient gérées par une personne publique ou privée.

La directive prévoit une participation accrue du public. Ainsi, lors de l'établissement des listes des eaux de baignade, les communes doivent donner la possibilité au public d'exprimer son avis et mettent ainsi à disposition en mairie un registre pour recueillir les observations de la population estivale ou résidente. Le public est reconnu comme un acteur à part entière de la gestion de la qualité des eaux de baignade : dans ce cadre, l'application de la directive européenne conduit à informer largement le public et dans la plus grande transparence.

I.3.2. Rôle des ARS

S'agissant de l'information du public, les résultats d'analyses du contrôle sanitaire mis en œuvre par les ARS sont affichés à proximité des plages concernées. Des informations sont également données concernant les causes précises des éventuelles contaminations des eaux de baignade.

De plus, des informations sont disponibles dans la rubrique « Qualité de l'eau » de ce site Internet : la liste des sites de baignades, le classement de ces eaux au cours des 3 dernières années, leurs profils de vulnérabilité et les résultats de la surveillance.